

royaliste

BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Silence

Tandis que le gouvernement, ou ce qui en tient lieu, subit sans les comprendre ni les maîtriser les révoltes et les grèves, que fait au juste le Parti socialiste ?

La « société civile » bouge et se transforme, et le parti qui entend exprimer les espoirs du peuple de gauche se trouve singulièrement en retrait. Le projet libéral s'effondre, la gestion chiraquienne se réduit à une improvisation brouillonne, et l'on ne voit poindre, du côté de la gauche, aucune idée nouvelle ni s'affirmer le projet cohérent qui pourrait constituer une alternative. Pourtant les échéances se rapprochent...

Il est vrai que le Parti socialiste a d'autres chats à fouetter. La date de son congrès se rapproche et rien ne lui paraît plus important que de savoir qui sera le numéro 2 dans la hiérarchie du parti, ou si les mitterrandistes doivent inscrire le nom de leur candidat dans la motion qu'ils déposent. Ces questions, et les conflits qu'elles engendrent, ne sont certes pas négligeables. Le risque est que les socialistes s'y absorbent au point de perdre de vue, une nouvelle fois, l'essentiel.

Comte de Paris

Mille ans d'Histoire



DU 21 JANVIER AU 2 FEVRIER 1987 - 17ème année - N°463 - 10 F

M2242-463-10F



3792242010004 04630

Livre du Prince

Un bon départ

Trois grands organes de presse (1) n'ont pas attendu la sortie de «L'avenir dure longtemps» -le dernier livre du comte de Paris- pour donner la parole au Prince. Sous le titre «Mille ans depuis Hugues Capet : l'unité au cœur de notre histoire» Le Monde publiait en première page de larges extraits du livre, relatifs à l'unité de la nation.

Dans Le Journal du Dimanche Patrick Poivre d'Arvor a d'abord été frappé par le physique et la jeunesse du Prince: «Le chef de la Maison de France reste alerte. En perpétuel mouvement, il bondit quand il va ouvrir à ses visiteurs et porte avec élégance un pull à col roulé d'un bleu-de France évidemment assorti à ses yeux. Son visage est lui-même un point d'interrogation. D'où lui viennent ces pommettes saillantes et ce regard acéré? Certes pas de Louis XVI ou de Louis XVIII. Il n'a rien d'un Bourbon. «Peut-être mon côté Valois» dit-il en ajoutant en confidence que ses ancêtres, ceux du moins qui se succéderaient sur le trône de France, furent d'un sang mêlé qui horrifierait bien des théoriciens des races pures.

Quand à Jean Lebrun de La

Il a suffi de la simple annonce de la prochaine parution du nouveau livre du comte de Paris pour que la presse commence à se mettre en route. Cela augure bien de la suite ...

Croix il nous retrace parfaitement l'état de la question monarchique dans la France d'aujourd'hui: «Réactualisée surtout par le patient travail de purification entrepris depuis un demi siècle par le comte de Paris. Sans bénéficier de la même conjoncture favorable qu'en Espagne, l'idée monarchique, dégagée qu'elle est maintenant des ornières extrémistes, se lit plutôt comme une figure d'unité: le comte de Paris est une personnalité qui se tient au dessus des rancunes et des idéologies.»

La question de la démocratie revient régulièrement dans la bouche des journalistes ainsi P.P.d'A.: «Etes-vous vraiment démocrate?»

- Oui.

- De droite ou de gauche?

- Sensibilité de gauche, disons plutôt humanitaire. Mais sans doctrine, ni de droite ni de gauche. Les doctrines décolorent et déforment les réalités.

Et Jean Lebrun: «- On sait votre attachement à la démocratie et au suffrage universel, mais ...



- Permettez-moi d'abord d'être très précis sur ce point. Depuis un demi siècle, j'ai consacré toute mon énergie à extraire l'idée monarchique de la gangue sectaire, partisane, qui avait fini par l'isoler à un extrême de l'échiquier politique. Mon souhait est que les Français participent au plus près à la préparation et à la décision législatives».

L'actualité de la question monarchique est aussi soulig-

née par le Prince: «Il y a un phénomène nouveau. Un vieil atavisme monarchique (impensable il y a trente ans) admet aujourd'hui que cohabitent un président de gauche et un gouvernement de droite. Ça ne rend pas facile la tâche de l'un et de l'autre, mais c'est une innovation qui plait aux Français.» (...) «J'observe la réflexion importante que provoque l'expérience de la cohabitation. Il semble que les Français attendent aujourd'hui du président qu'il soit un arbitre, au dessus des majorités parlementaires du moment. C'est prometteur».

Enfin vient inévitablement la question: «-Vous n'avez pas renoncé?»

- Si j'avais été un homme de raison et de sagesse à dix-huit ans je n'aurais rien entrepris. Dire que j'abandonne ce serait faillir à ma tâche vis-à-vis de mes petits enfants et me priver de 50% de ma vitalité, m'empêcher de rester curieux».

Nous disions dans notre dernier numéro que la sortie du livre du Prince serait un événement capital, nous ne nous sommes pas trompés...

(1) Le Monde du 21/1/87, La Croix du 30/12/86, Le Journal du Dimanche du 11/1/87.

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Un bon départ - p.3 : L'avertissement sera-t-il entendu - p.4 : Jusqu'à la prochaine fois - Le stupide quinquennat - p.5 Suivez le Japon - La Pravda toute nue - p.6-7 : Entretien avec Gilles Lipovetsky - p.8 : Interpréter Mai 68 - Chroniques lyonnaises - p.9 : L'avenir dure longtemps - p.10 : Les fêtes du millénaire - p.12 : Les ambiguïtés barristes

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57
Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.Parit. 51700 -ISSN 0151-5772
Diffusion NMPI - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Grèves

L'avertissement sera-t-il entendu ?

Le 6 janvier, après trois semaines de grève, Jacques Chirac se décidait enfin à prendre la parole. « *En temps normal, expliquait-il à propos des cheminots, je serais le premier à vouloir tenter d'améliorer leur situation, mais aujourd'hui, avec deux et demi à trois millions de chômeurs, nos moyens doivent être prioritairement destinés aux plus défavorisés* ». Avant d'ajouter, s'adressant cette fois à tous les fonctionnaires: « *Il y a ceux qui ont un emploi garanti, qui sont dans une situation normale, c'est être relativement privilégiés. Et puis il y a ceux qui ont perdu un emploi, qui cherchent un premier emploi, dont le pouvoir d'achat a baissé. C'est à eux qu'il faut s'adresser* ».

DEUX POIDS DEUX MESURES

Dans ce contexte la déclaration du Premier ministre répond à une certaine logique. Une étude récemment publiée par l'OCDE montre en effet qu'en 1987 la politique salariale jouera, dans la lutte contre l'inflation, le rôle rempli l'an passé par la chute des prix du pétrole et la baisse simultanée du dollar. D'où la nécessité pour le gouvernement de tenir bon face aux revendications salariales, sous peine de voir redémarrer l'inflation et échouer sa politique économique. Ce qui ne manquerait pas d'avoir des répercussions catastrophiques sur le niveau de vie des chômeurs. CQFD.

Mais le gouvernement a commis deux erreurs de psychologie. La première à l'égard de l'ensemble des fonctionnaires.

Il faut d'abord remarquer que si en 1983 et 1984, le

Les déclarations de J. Chirac en matière économique resteront lettre morte s'il ne prend pas en compte les changements qui ont, ces derniers temps, bouleversé le paysage social français.



pouvoir d'achat moyen des Français a diminué, et qu'en 1985 il a stagné, il a augmenté de nouveau en 1986... sauf pour les salariés du secteur public. Deux justifications à cette exception: ne pas relancer l'inflation évidemment mais, surtout, éviter le déficit budgétaire. Mais, dans le même temps, alors que le gouvernement exigeait des sacrifices de la part des fonctionnaires, il accordait bruyamment d'importants subsides à ses clientèles électorales... Coïncidence psychologique malheureuse: en intégrant le GVT (Glissement, Vieillesse et Technicité) - principe de calcul des sommes allouées aux salariés du public, qui permet de prendre en compte l'évolution qualitative

de la main d'œuvre - à la masse salariale, le gouvernement fait une économie de cinq milliards de francs, somme qui correspond aux subventions reçues par les agriculteurs...

La deuxième erreur a été commise lors du conflit opposant certains cheminots à la direction de la SNCF. Au départ (le 17 décembre), seul un certain nombre d'agents de conduite de Paris-Nord, soutenus par la CFDT et le Syndicat Autonome, décide un arrêt de travail de cinq jours. Ils réclament l'intégration des primes aux salaires, une amélioration des conditions de travail et une meilleure évolution des carrières. Il n'est pas question de la grille de salaire «au mérite» que la direction veut leur imposer dès 1988,

encore moins de négociations salariales à proprement parler. Mais le gouvernement table sur un pourrissement. Cette attitude permet au conflit de prendre de l'ampleur. La porte est ouverte à une contestation plus générale: le ras-le-bol contre la politique de rigueur auquel s'associe la C.G.T.

Dès lors le conflit se transforme en un bras de fer entre la centrale d'Henri Krasuki, qui essaie d'étendre le mouvement à l'ensemble de la fonction publique, et le gouvernement qui a beau jeu d'accuser les cheminots de vouloir politiser la lutte.

NOUVELLE DONNE

La CGT qui, une fois de plus, n'a pas compris l'enjeu du conflit, a rendu un grand service à Chirac et lui a permis de s'en sortir provisoirement avec les honneurs. Le discrédit jeté sur le mouvement de grève a atteint son sommet avec les manifestations du lundi 12. Jamais auparavant de telles réactions n'auraient pu être envisagées. Et Chirac en laissant faire - et même en donnant sa caution - a risqué gros. Dans le climat actuel, un rien suffirait pour dresser les Français les uns contre les autres. Or, par ses déclarations, son laxisme et ses initiatives, le Premier ministre n'a fait qu'accroître les dissensions. C'est une attitude qui ne sera payante qu'à court terme.

Quand un gouvernement mène une politique de déflation, il ne doit pas perdre de vue l'importance de la concertation: « *On ne peut, déclarait récemment Pierre Bérégovoy, lutter contre l'inflation si l'équilibre social est mis en cause* ».

Patrice I.E. ROUE

Monnaie

Jusqu'à la prochaine fois

Après une semaine plus qu'agitée sur le marché des changes, la réunion des ministres des Finances, tenue le 11 janvier à Bruxelles, pour procéder à un «réajustement» monétaire, a surtout révélé les dissensions entre Européens.

Durant cette semaine, face à l'envolée du deutschemark, toutes les monnaies du SME (1) ont connu des difficultés: non seulement le franc français, le franc belge, la couronne danoise ou la livre irlandaise, qui ont atteint leurs cours plancher, mais aussi la lire qui est pourtant la seule à bénéficier d'une marge de fluctuation de plus ou moins 6% (au lieu de 2,5%) autour de son cours-pivot; seul le florin a échappé à la tourmente.

LA DISPUTE

Lorsque deux devises du SME atteignent respectivement, l'une par rapport à l'autre, leur cours-plancher et leur cours-plafond, les banques centrales des pays concernés doivent intervenir; quitte à recourir, en cas de réserves insuffisantes, à un endettement à court terme auprès du FECOM (2). Or le 6 janvier, la Banque de France a fait savoir, après avoir pris soin de préciser qu'elle n'entendait pas sortir du SME, qu'elle cessait d'intervenir sur le marché des changes; autrement dit, qu'elle laissait «filer» le deutschemark vers son cours-plafond par rapport au franc. Le même jour, le Premier ministre regrettait publiquement que les autorités allemandes n'aient «pas joué le jeu des accords européens et du SME». De fait elles n'ont rien tenté pour limiter les conséquences de la chute du dollar sur la cohésion du SME. Le ministre allemand de l'économie avait beau faire observer que la faiblesse du franc était due au climat social,

J. Chirac soulignait avec raison que «le franc ne s'est pas affaibli, mais renforcé depuis quatre mois, face à toutes les monnaies du monde, sauf le D.M.»

LES CAUSES

Il a suffi d'une déclaration du secrétaire américain au Trésor, le 8 janvier, à propos du déficit commercial record de décembre, pour faire plonger le dollar et aggraver la crise au sein du SME: la spéculation

s'est, comme à chaque fois, portée sur le mark et le système a «craqué». Outre le fait que la Grande-Bretagne n'est toujours pas membre du SME, la coopération entre la RFA et ses autres partenaires se révèle de plus en plus défaillante; à tel point que nombreux sont ceux qui se demandent à quoi sert le SME (3). Ce grippage s'illustre dans le réajustement du 11 janvier (réévaluation du D.M. et du florin de 3%, ainsi que du franc belge de 2%), alors que le précédent ne remontait qu'au 6 avril 1986. De plus, ce réajustement ne fait que réagir à des phénomènes, sans empêcher qu'ils se reproduisent à l'avenir.

A l'anarchie du marché monétaire, ne répondent au-

jourd'hui que des ententes «régionales»: accords américano-nippon du 31 octobre dernier, SME... qui n'apportent que des solutions partielles et insuffisantes aux problèmes. C'est la suprématie du dollar, à la fois monnaie nationale et moyen de paiement quasi-universel, et le système monétaire international qu'il conviendrait de remettre en cause.

C'est ici que le politique intervient; mais la encore, la volonté fait défaut chez la plupart des responsables européens.

Alain SOLARI

(1) Système Monétaire Européen.
(2) FECOM: Fonds Européen de Coopération Monétaire.
(3) Paul Fabra dans «Le Monde» du 13/01/1987.

Air du temps

Le stupide quinquennat

La réduction de la durée du mandat présidentiel détruirait tout notre acquis institutionnel.

Après Laurent Fabius, et tant d'autres, M. Giscard d'Estaing a récemment repris l'idée du quinquennat, annonçant même que la réforme aurait lieu dans l'année. Répétons, une fois encore, qu'il s'agit là d'une fausse bonne idée. Sans doute a-t-elle le mérite de la simplicité, et l'apparence de la logique: en théorie, il n'y aurait plus de problème de cohabitation puisque le Président serait élu en même temps que l'Assemblée. Mais la règle du quinquennat ruinerait des principes et des pratiques indispensables au bon fonctionnement de l'Etat.

- Elu pour sept ans, le Président a déjà le plus grand mal

à se libérer de son ancien parti. Dans le cadre quinquennal, il ne serait définitivement plus que le chef d'un parti majoritaire, et se trouverait plus engagé que jamais dans la bataille partisane.

- Par conséquent, le chef de l'Etat ne serait plus l'arbitre que la Constitution définit, et que la société exige.

- Le quinquennat réduirait encore la continuité indispensable à la réalisation de tout projet politique. Le Président quinquennal serait un gestionnaire de l'immédiat, encore plus empêché que l'actuel d'entreprendre quelque action de grande envergure que ce soit.

- Sur le plan de l'efficacité politique, le quinquennat est une absurdité. Deux années d'apprentissage sont aujourd'hui nécessaires pour que le Président maîtrise pleinement ses fonctions. Sauf exception, les deux dernières années de son mandat sont dominées par les soucis de la réélection ou de la succession. Restent trois années, pendant lesquelles le Président peut agir avec une relative liberté d'esprit. Avec le quinquennat, nous n'aurions au sommet de l'Etat qu'un perpétuel candidat.

- Il reste à espérer que François Mitterrand ne reprendra pas l'idée relancée par V. Giscard d'Estaing. Si par malheur il décidait un référendum sur cette question, nous voterions non.

Yves LANDEVENEC

Pacifique

Suivez le Japon

Après avoir longtemps refoulé son passé impérialiste, voici que le Japon regarde à nouveau autour de lui. Géant économique, le Japon entreprend de se donner une dimension politique. Terrain privilégié: le Pacifique insulaire. La méthode peut être qualifiée de «typiquement extrême orientale». Qu'on en juge sur un exemple qui nous concerne directement.

Premier acte: le 2 décembre aux Nations-Unies, le Japon vote en faveur de l'inscription de la Nouvelle-Calédonie dans la liste des territoires à décoloniser. Il aurait pu s'abstenir: non. Mais quelques jours plus tard, le ministre japonais des

Très fin et très intelligent Japon dans le réveil de sa politique extérieure.



Affaires étrangères est à Paris, plein de bonnes assurances sur le sens d'un tel vote...

Deuxième acte: ces jours-ci, le même ministre, M. Kuranari, après avoir visité l'Australie - au lendemain de l'annonce par la France de la suspension sine die de tout échange de visites officielles avec ce pays - et la Nouvelle-Zélande, prononce à Suva, capitale des îles Fidji, un discours programme sur la nouvelle doctrine japonaise dans le Pacifique-sud. Il y annonce un sensible accroissement de l'aide, mais aussi une volonté politique d'écarter de la zone

«toute cause de tension». C'est une allusion claire au traité de dénucléarisation signé à Rarotoga (îles Cook) le 6 août 1985 à l'initiative de l'Australie et ratifié en décembre dernier par l'Union Soviétique. Le Japon se veut une puissance non-nucléaire; aussi qu'est-ce qui l'empêche de faire sur ce point aussi un geste gratuit autant que purement démagogique à l'intention des Etats «pacifiques»? Qu'on se rassure néanmoins, le Japonais nous explique qu'il n'agit ainsi que pour faire pièce à la présence de l'URSS dans la région et pour pallier le retrait australien et néo-zélandais lequel crée un vide dangereux: le Japon substitue de l'ANZUS (l'OTAN du Pacifique, traité d'alliance militaire entre les Etats-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, signé en 1950) !

Or tout se passe comme si le Japon avait également passé la présence française par pertes et profits. Comme si le Japon pouvait se prévaloir d'un titre meilleur à être considéré comme une puissance appartenant à la région.

Pendant ce temps, nous essayons de proposer notre coopération technique au plus grand nombre possible de ces micro-Etats et de suivre à la trace les queues de cyclones, façon comme une autre d'essayer de prendre pied en réparant les dégâts. Mais veut-on se donner les moyens de notre puissance dans le Pacifique sud ? La réaction salutaire à l'encontre des menées australiennes tend à indiquer qu'on a mesuré l'enjeu et ouvre une voie peut-être sous-estimée jusqu'à présent: l'action auprès de l'opinion publique dans un pays pluri-ethnique et pluri-national. A suivre.

Yves LA MARCK

Soviets

La «Pravda» toute nue

«Pravda» se traduit par «Vérité», et la traduction des articles du quotidien soviétique révèle en effet bien des choses.

«L'école d'Afghanistan, l'école du patriotisme et de l'internationalisme ! Celui qui l'a suivie est devenu plus mature, plus fort de caractère. Les gars combattant en Afghanistan mûrissent politiquement pour les années à venir. Les cas les plus éclatants parmi eux sont devenus pour notre jeunesse des exemples d'héroïsme». Les parodieurs de la presse auraient-ils encore frappé ? S'en prendraient-ils maintenant, après «Le Monstre», et «Laberration», à la très sérieuse presse soviétique, en nous offrant ce morceau quintessencié de la langue de bois ? Eh non, pas du tout. Il n'y a là aucune parodie. Ces phrases sont parues telles

quelles le 14/10/86 dans «Sovetskaya Rossia».

Nous le découvrons grâce au formidable travail de traduction et d'édition fait par une équipe menée par Renata Lesnik, parmi laquelle figure Léonide Pliouchtch. Pour avoir une idée du langage truqué qui sévit en U.R.S.S. on se procurera l'édition exceptionnelle d'un nouveau numéro de la «Pravda» (1): le numéro de Noël, avec en première page une photo des «héros de Tchernobyl» et un article sur «l'ingérence française au Tchad». Mais pour avoir une meilleure connaissance des mécanismes de pensée soviétiques rien ne peut remplacer la lecture d'Ici-Moscou (2). Ce mensuel de revue de presse ne

s'intéresse pas qu'aux déclarations des dirigeants soviétiques, ce qui serait vite lassant: il nous fait découvrir, au travers de leur presse, la vie quotidienne des Soviétiques. Les questions économiques ou religieuses, les problèmes spécifiques à la jeunesse, les réformes de société voulues par Gorbatchev, le thème omniprésent de l'espionnage, etc., sont traités par des journalistes, ou dans des interviews de responsables locaux, ou dans des courriers de lecteurs, voire des dessins humoristiques. Se dévoile alors un monde de compromissions et d'absurdités, tiraillé entre la pauvreté et l'ennui, un monde où l'unanimité n'est évidemment que de façade. Cela, on peut le lire entre les lignes, et même, plus souvent qu'on ne l'imaginerait, dans les lignes de cette presse étatique.

Une simple traduction honnête, sans commentaire....

Patrick LOUIS

(1) mis dans les kiosques français à 200.000 exemplaires, le 9 janvier dernier.
(2) «Ici Moscou», 14, rue de l'Al 67000 Strasbourg. Abonnement 1 an: 160 F.

Gilles Lipovetsky

La seconde révolution

Royaliste: Pourriez-vous rappeler à nos lecteurs les principaux thèmes de «L'ère du vide» ?

Gilles Lipovetsky: J'ai essayé de repérer dans ce livre la mutation qui s'est opérée dans l'individualisme démocratique. Cet individualisme est ancien: il se met en place aux 17-18ème siècles, il correspond à l'invention de la liberté et de l'égalité modernes avec sa conséquence politique (la démocratie) mais aussi avec les transformations dans les mœurs que Tocqueville avait déjà observées. Dans ce mouvement de longue durée, l'âge de la consommation et de la communication de masse représente une transformation radicale: il y a selon moi une seconde révolution individualiste. La première se caractérise par un idéal de liberté et d'autonomie individuelle qui était inséparable du projet révolutionnaire, des grandes idéologies messianiques et, d'autre part, d'un âge autoritaire, disciplinaire et conventionnel. Il me semble que cette phase est terminée et que nous sommes dans une seconde phase de l'individualisme occidental, que j'ai appelée post-moderne ou narcissique, et qui se manifeste par deux traits principaux:

- Le premier est le surinvestissement de la sphère privée. C'est le goût pour le relationnel, pour la connaissance de soi. Les ouvrages de psychologie se multiplient, les techniques psychothérapeutiques prennent une ampleur considérable, le travail social est inséparable du langage psy dans les entreprises, les écoles, etc. On observe aussi le développement du culte du corps (culte de la santé, de la forme, de l'esthétique personnelle) et du culte des objets de consommation, qui est devenu un phénomène de masse. Ainsi, la société fonctionne désormais

avec une culture de type hédoniste. Dans toutes les sphères de la vie sociale, la consommation et la publicité ont créé un nouvel idéal de satisfaction intime et d'accomplissement de soi-même. Cet hédonisme a profondément transformé les rapports entre les individus, entre les individus et les objets, et aussi la conception de la sexualité. On peut même dire que la consommation n'est plus le moyen de se distinguer des autres, mais qu'elle manifeste le désir de jouir à part, pour soi-même. Enfin, il y a un extraordinaire développement du culte de l'autonomie privée; on le voit dans les danses actuelles, où chacun fait ce qu'il veut, dans les sports (le *jogging* notamment) et surtout dans le domaine familial - émancipation des femmes, sexualité libre, augmentation des divorces. Sous l'effet de l'hédonisme et du psychologisme, le «bloc» autoritaire qui encadrait l'individu a volé en éclats. Il n'y a plus d'éducation disciplinaire: la socialisation se fait aujourd'hui par la communication et le plaisir. De même l'ordre conventionnel qui régissait les rapports entre les sexes a disparu: nous sommes dans une société de type intimiste, où les rôles figés du masculin et du féminin se sont liquéfiés. C'est cet ensemble de phénomènes qui me permet de parler d'une révolution dans la longue durée de l'individualisme démocratique.

- Le second grand trait de la post-modernité, c'est un nouveau rapport à la chose publique. On constate l'effondrement des grands idéaux révolutionnaires, par pure et simple désaffection et, en même temps, une nette indifférence à l'égard du politique. Il ne s'agit pas d'un total désintérêt, mais d'une attitude de consommateur à l'égard du politique, qui relevait autrefois du sacré.



■ Les manifestations étudiante «*génération morale*» ou ou d'une vol

Royaliste: Deux grands mouvements de masse ont eu lieu ces dernières années, l'un pour l'école libre, l'autre contre la loi Devaquet. Comment les analysez-vous ?

Gilles Lipovetsky: Ces mouvements peuvent paraître contraire à l'individualisme, si on définit celui-ci par le repli égoïste dans la sphère privée. Mais l'individualisme ne s'identifie pas totalement au narcissisme. Le narcissisme est la pente dominante des démocraties, mais celles-ci connaissent à intervalles irréguliers des soubresauts, des mouvements de masse qui, loin de contredire l'individualisme, en manifestent les traits les plus significatifs - et tout particulièrement l'aspiration à l'autonomie individuelle. Dans le mouvement des parents pour l'école libre, comme dans celui des étudiants et lycéens, il y a protestation contre des mesures limitant les possibilités de choix et d'indépendance des indi-

Gilles Lipovetsky, professeur de philosophie à Grenoble, a publié «L'ère du vide, essai sur l'individualisme contemporain». En compagnie de Marcel Gauchet, il anime un séminaire sur l'individualisme dans le cadre de la Fondation Saint-Simon. Dans notre souci de mieux comprendre la société moderne, c'est avec plaisir que nous accueillons dans nos colonnes ce jeune chercheur, qui est par ses analyses au coeur d'un débat capital.

individualiste est commencée



de décembre: signe d'une «généralité d'autonomie» ?

vidus. Donc point de réinvestissement d'idéaux abstraits, utopiques: leur moteur est la volonté d'autonomie (dans le refus de la sélection, chacun veut décider ce qu'il fera plus tard; par le refus de l'augmentation des droits d'inscriptions, chacun veut rester libre de choisir de s'inscrire ici ou là) mais aussi l'inquiétude de jeunes qui ne savent que faire de leurs diplômes. Quant à l'aspiration égalitaire dont a beaucoup parlé, je la constate fort peu, que ce soit chez les étudiants ou chez les parents d'élèves: chacun affirme son moi, même si ce n'est pas de façon narcissique.

Royaliste: Certes. Mais, tout de même, ne sous-estimez-vous pas l'imaginaire égalitaire, qui est très fort dans le monde moderne, et d'autre part la solidarité qui s'exprime dans ces grands mouvements ? En décembre, on a observé une égalité spontanément vécue entre les

Beurs et les Français de souche. D'autre part, les seules causes politiques populaires ont concerné l'égalité des droits (SOS-Racisme) et plus généralement les droits de l'homme...

Gilles Lipovetsky: Vous avez raison de dire que SOS-Racisme, les mouvements contre l'apartheid et contre la famine témoignent d'un attachement incontestable aux droits de l'homme. Mais quelle est la cause de ces mouvements ? C'est surtout la débâcle des grandes idéologies révolutionnaires. Je dirai donc que l'hyper-individualisation du social fait le lit des droits de l'homme: c'est parce que les individus se rapportent désormais à eux-mêmes, vivent pour eux-mêmes, que l'idéal d'égalité au sens des droits de l'homme

lisme du «jogging», mais aussi le caractère massif du football, ses passions nationalistes...

Gilles Lipovetsky: Cela existe, mais de façon ponctuelle. «On a gagné», mais le lendemain c'est fini. Il s'agit d'un résidu. Mais votre remarque me permet de préciser que, lorsque je parle d'«ère du vide», je ne veux pas dire qu'il n'y a plus que des monades repliées sur leur existence, sans lien avec des valeurs. La société hyper-individualiste requiert des valeurs - et notamment celles d'égalité et de liberté. L'ère du vide ne signifie pas le nihilisme, l'absence, la carence des valeurs, mais un nouvel investissement de celles-ci: il y a, foncièrement, une exclusion de la violence et, surtout, des investissements pon-

ce n'est pas une masse active, ni une masse violente. Ils souhaitent ne plus voir les immigrés, et non pas les éliminer physiquement. Ainsi, les attentats terroristes de l'automne dernier n'ont suscité aucune réaction de vengeance à l'égard des immigrés: la xénophobie aussi est prise dans les mœurs de type démocratique.

Plus généralement, je ne crois pas au risque totalitaire dans notre société. Plus l'individualisme se développe, plus les gens ont un rapport de consommateurs à la politique, moins ce risque est présent. C'est la première fois dans l'histoire des démocraties qu'aucun parti ne se voue à la destruction de la démocratie, que celui-ci soit révolutionnaire ou réactionnaire. La société démocratique jouit d'une légitimité profonde du fait même de l'ordre individualiste, parce qu'elle permet le libre choix des citoyens.

«Une société qui laisse à l'individu le gouvernement de lui-même est très éprouvante»

prend toute son ampleur. Encore une fois, l'individualisme ne s'identifie pas à l'égoïsme. Cela étant, j'ajouterai qu'il ne faut pas surestimer ces mouvements de solidarité. Ces vagues sont passagères, discontinues, et il n'est pas encore possible de mesurer leur profondeur. Peut-on vraiment dire, comme *Libération*, que la jeunesse constitue une «génération morale» ? Je ne le pense pas. Chaque individu est d'abord préoccupé de soi-même, ce qui n'exclut pas une profonde répugnance pour la violence et pour toutes les formes de mépris de la personne humaine. C'est là un phénomène individualiste, qui entraîne ce que Tocqueville appelait l'adoucissement des mœurs.

Royaliste: Vous parliez du sport. Il y a en effet l'individua-

ne se dévoue plus corps et âme; l'investissement de type religieux s'est effondré mais il n'y a pas d'individualisme de type pensable sans un certain nombre de référents démocratiques. On ne se moque pas de tout, mais on n'accepte plus de se sacrifier à une cause. Le nationalisme dans le football n'est pas le même que le nationalisme de 1914.

Royaliste: Que pensez-vous du phénomène Le Pen ?

Gilles Lipovetsky: Le mouvement xénophobe n'est pas de type idéologique: c'est un imaginaire de peur et d'insécurité qui l'alimente, et non pas une idéologie raciste hiérarchisant les races et légitimant la «solution finale». Les électeurs xénophobes expriment des sentiments frileux de repli sur un espace culturel homogène, mais

Royaliste: Et la vie privée de ces libres citoyens ?

Gilles Lipovetsky: Cette société individualiste ne va évidemment pas sans problèmes: troubles de la communication, spirale des divorces, suicides nombreux... Une société qui laisse à l'individu le gouvernement de lui-même est très éprouvante. Nous sommes voués en permanence au *stress*, aux conflits inter-subjectifs, et l'on sait que les troubles psycho-pathologiques ne cesseront de croître. C'est cela, la société post-moderne: nous serons de plus en plus libres dans notre sphère privée, mais la vie privée sera de plus en plus pénible, conflictuelle, alors que, par ailleurs, l'environnement politique jouira d'une grande stabilité.

propos recueillis
par Bertrand Renouvin

Changélavi

Interpréter mai 68

Dans la diversité des analyses, la revue «Pouvoirs» ouvre un véritable débat sur le sens et la portée des événements de 1968.

En quoi un retour sur (et non à) Mai 1968 peut-il nous intéresser, voire nous passionner ? Les mythes et les rêves de cet étonnant printemps semblent brisés, les idées et les idéologies de l'époque sont épuisées, et les acteurs dispersés. Faut-il y voir cette «révolution introuvable» évoquée par Raymond Aron ou, malgré tout, la «brèche» repérée par Edgar Morin, Claude Lefort et Cornélius Castoriadis ? A moins que Mai 68 relève d'une autre interprétation, novatrice et inconoclaste.

Pour nombre de participants au colloque tenu à Lyon au printemps dernier, et qui publient leurs communications dans un numéro de la revue «Pouvoirs», les événements de Mai ne sont pas tels qu'ils ont été ressentis et vécus. Sous la geste révolutionnaire, derrière l'idéologie marxiste, mais très précisément dans le désir de «changer la vie», l'esprit de Mai exprime et développe



les aspirations individualistes qui sont la principale caractéristique de la société moderne. Telle est la thèse de Gilles Lipovetsky, qui est au centre de ce numéro de «Royaliste» comme elle fut au centre du colloque de Lyon.

Qu'on n'imagine pas, cependant, un ensemble de contributions univoques. Si la thèse de G. Lipovetsky rencontre la faveur de Luc Ferry, qui s'en distingue en soulignant son caractère par trop unilatéral, et d'Alain Renaut qui la retrouve sous le commentaire aronien, elle suscite nombre de réserves et de critiques radicales:

- Réserves d'Edgar Morin qui continue de penser, comme il y a 18 ans, que Mai fut à la fois «communautaire et libertaire». Pour lui, «le libéralisme peut très bien dériver vers le libéralisme dans notre société, mais il a fallu pour cela le collapse du mythe de la révolution et l'échec de la contre-culture. Dès lors, l'individualisme hédoniste des années 75-85 est plus la conséquence de l'échec ou du collapse des mythes de Mai que le moteur secret de ces mythes».

- Critique radicale de Cornélius Castoriadis qui dénonce vivement les analyses en termes d'individualisme: leur tentative serait de «récrire en dépit de toute vraisemblance» l'histoire, d'«altérer le sens des événements», et de commettre un «contresens» majeur sur ce que Ferry et Renaut ont désigné comme «pensée 68»: celle-ci serait en fait une «pensée anti-68 (...) qui a construit son succès de masse sur les ruines du mouvement de 68 (animé selon Castoriadis par la volonté d'autonomie individuelle et collective) et en fonction de son échec».

Remarquable dans son ensemble, ce numéro de «Pouvoirs» constitue la préface indispensable aux cérémonies du 20ème anniversaire.

Sylvie FERNOY

(1) «Pouvoirs» n°39, 1986 (P.U.F.).

Provinces

Chroniques lyonnaises

Spécialisé dans le dépoussiérage des vieilles chroniques lyonnaises, Albert Champdor en a «traduites» des centaines qui font des dizaines de recueils, tous très bien imprimés. Les Rois de France à Lyon reprend l'essentiel des relations officielles des entrées royales dans la cité, en mettant surtout l'accent sur le pittoresque et en offrant quelques anecdotes savoureuses. Ces entrées sont, nous dit Champdor, «le témoignage des liens puissants, obscurs, qui attachent le souverain à son peuple, à ses élites, à ses notables». Un moment de haute diplomatie également où les Consuls de la ville dépensent énormément avec de fortes arrière-pensées économiques et politiques. La splendeur des décorations et des mises en scène que ces fêtes occasionnent font rêver. On imagine ce que la municipalité d'aujourd'hui pourrait en tirer pour célébrer le millénaire capétien de la France.

Dans son Lyon pendant la révolution, la méthode de Champdor a l'inconvénient de le mettre à l'écart des grands débats actuels sur la Révolution et le pittoresque tend à l'horreur pure et simple. Ce qui n'est pas sans fournir d'instructives indications sur la manière dont, à toutes les époques, de braves gens peuvent se transformer en terroristes et en fonctionnaire du crime. Ce sont d'autres sources qu'il faudra trouver pour fêter le bi-centenaire de la Révolution que, pour notre part, nous voudrions fête de la réconciliation nationale.

F. A.

Albert Champdor, «Les rois de France à Lyon», «Lyon pendant la Révolution», deux albums de 150 pages chacun, chez A. Guillot, 4, rue de Séze 69006 Lyon.



actes du colloque
GABRIEL
MARCEL

BULLETIN DE COMMANDE
OU D'ABONNEMENT

NOM et adresse :

☐ s'abonne à «Cité» à compter du n°14 (un an, 4 numéros 125 F)

☐ commande «Cité» n°14 (35 F)

Règlement à l'ordre de
«Royaliste», 17 rue des
Petits-Champs, 75001 Paris-
CCP 18 104 06 N Paris

L'avenir dure longtemps



Gérard Leclerc

La lecture du dernier livre du comte de Paris m'incite tout naturellement à réfléchir une nouvelle fois à la question du temps dans l'histoire, notion inépuisable parce qu'elle appartient au mystère de l'être, d'autant plus grave qu'elle est au centre de notre condition d'individus voués à l'écoulement et à la dispersion de ce qui passe, tout en gardant la faculté de les surmonter. Le descendant d'Hugues Capet, avec son millénaire dynastique derrière lui, possède plus qu'aucun homme politique et aucun citoyen cette tension du regard et cette discipline supérieure qui permettent de se libérer de la succession des instants et du rétrécissement du regard qu'opère aussi l'attachement aux biens catégoriels. Rien d'étonnant que le temps constitue la clef de ce livre et soit inscrit jusque dans son titre: «L'avenir dure longtemps».

La formule est reprise du général de Gaulle: *J'y vois, écrit le Prince, un acte de confiance, une manière de se situer dans le temps, de l'habiter sans se reposer sur lui, de le vivre pleinement au lieu de le subir comme une fatalité*. S'il fallait faire un commentaire philosophique - la nature de ce livre de sagesse et de raison y incite constamment - on irait rechercher du côté d'Augustin et de Heidegger. L'impact politique de l'insertion dans l'histoire de l'héritier de nos rois n'en ressort qu'avec plus de force: *«La tradition que je représente implique la transmission dans la suite des temps, la possibilité de renaissances. Avant de Gaulle, mais comme lui, la monarchie a toujours su que l'avenir durait longtemps. C'est grâce à cette certitude qu'elle a fondé son projet et surmonté, pendant huit siècles, les périls et les crises»*.

UN REGARD HISTORIQUE ET DYNASTIQUE

La position de chef de la Maison de France n'incline pourtant pas le comte de Paris à l'orgueil ou à l'enflure. *«Par nature point différent de mes semblables, et certes pas supérieur à eux par quelque qualité physique ou intellectuelle, il se trouve que j'appartiens à une longue lignée de serviteurs de la France. Je veux en être digne et j'entends la prolonger»*. Cette simplicité n'abolit pas la singularité de l'héritage et l'originalité de l'insertion dans le temps. Un des visiteurs du Prince, nullement royaliste de tradition, nous confiait à quel point il avait eu le sentiment d'avoir rencontré l'histoire de France, un peu comme Henry Kissinger racontant dans ses mémoires que la présence de de Gaulle dans une salle donnait le sentiment qu'elle basculait comme un bateau lorsque le Général se déplaçait d'un côté à l'autre. L'image, presque trop belle, sera dédaignée par ceux qui n'y verront que la conviction de qui est d'avance persuadé (ce n'était pas le cas). Mais s'il faut une preuve expérimentale, elle se trouve dans ce livre où chacun pourra juger ce qu'il en est d'un regard historique et dynastique sur toutes les questions qui divisent les Français en autant de clans.

Il n'y a pas à dédaigner l'image, comme tout ce qui donne à nos vies leur couleur. Encore faut-il accéder à l'essentiel. Le comte de Paris nous y aide: *«Il est difficile de porter la charge, et de surcroît le nom de prince. Le mot appartient à l'univers fantastique de l'enfance, aux chansons qui nous bercèrent, aux légendes merveilleuses ou terribles. Au prince charmant, la bergère qui n'est jamais loin, s'ajoutent les images des premiers manuels d'histoire, puis les portraits et les couleurs de la littérature... Un prince n'est pas un surhomme, un demi-dieu ou riche oisif - et rarement un saint. Si on lui reconnaît un rôle singulier, s'il peut avec le consentement de tous devenir roi, c'est qu'il est né dans une famille vouée depuis toujours au service du pays, c'est que sa*

naissance l'engage dans cette tradition et l'amène à servir à son tour. Un prince est un serviteur, «le dernier des serviteurs de tous» disait Clavel. Ou il n'est rien».

Il se trouve que ce prince-là n'a pas été formé à l'école des vanités dont Balzac et Proust ont peint le tableau. Son enfance marocaine lui permit de se mêler à une population fière: *«J'ai connu des seigneurs - ils n'en portaient pas le titre, c'étaient des paysans...»* Au milieu des petits Arabes et des petits Espagnols, rien ne le distingue: *«Point de culture de classe, point d'enfermement dans une caste, pas le moindre privilège»*. Lorsque la mort de ses oncles fit de lui le dauphin de France, l'exil lui imposa sa loi. Sa première éducation lui avait déjà permis de comprendre à quel point la politique n'était pas une idylle. La visite des bidonvilles de la région parisienne pendant l'été 1923 lui avait fait une impression terrible, *«un monde défait, abandonné dans son insondable détresse, des hommes et des femmes usés avant l'âge, des enfants aux traits déjà marqués par la souffrance et la faim»*. A Verdun il a compris aussi toute l'atrocité pour l'Europe de la guerre moderne *«qui ne serait jamais plus une fantasia héroïque entre deux négociations; aussi souhaitais-je qu'elle n'y eût pas d'avenir»*.

LA VOLONTE D'INDEPENDANCE

Aussi, c'est dans des dispositions d'esprit très fermes qu'il veut se préparer à sa mission. Son projet, malheureusement contrecarré, d'aller travailler clandestinement pendant un an dans une usine française, indique combien était grand son souci de s'engager complètement dans les réalités humaines. Prévenu d'instinct contre toutes les théories et les idéologies, il entend sauvegarder sa pleine indépendance. La rupture avec Maurras et l'Action française est inscrite dans la logique de sa démarche. Bien des événements, depuis lors, ont pu marquer le cours des choses et l'itinéraire du chef de la Maison de France, lui-même est resté intégralement fidèle à son inspiration initiale.

Ce livre écrit pour l'année du millénaire capétien, constitue ainsi un témoignage d'une étonnante vérité. Le prince y exprime ses plus profondes convictions, les certitudes qui ont éclairé sa vie le vouent toujours à l'espérance. Il est rare qu'un politique exprime sa foi chrétienne avec autant de force ainsi que son amour de l'Eglise: *«Au-delà des vicissitudes d'une communauté de croyants exposée à tous les périls du monde et y succombant parfois, le christianisme est essentiellement foi en Jésus-Christ ressuscité. Une foi qui «tient sur un timbre poste», disait un prêtre à la télévision un soir de Vendredi saint. Une foi qui implique le désir d'imiter le Christ et d'être fidèle à sa Parole. Une foi toute simple mais qui a bouleversé la figure du monde et transformé les relations des hommes entre eux»*. Cette foi ne surprend pas de la part d'un prince catholique, elle permet de comprendre un certain regard sur les hommes qui sont d'abord des visages, sur leurs relations, et aussi sur leur avenir éthique. Le descendant de nos rois, gardien de l'essentiel est aussi commis à la veille ininterrompue de l'intégrité humaine.

Gérard LECLERC

Henri, comte de Paris, *L'avenir dure longtemps*, Grasset, prix franco: 87 F. Cet article ne donne qu'une idée sommaire de tous les thèmes abordés dans ce livre, où rien d'important dans la vie de la nation n'est exclu. Il faudra revenir sur d'autres chapitres aussi nécessaire à notre réflexion.

1987

Les fêtes du millénaire

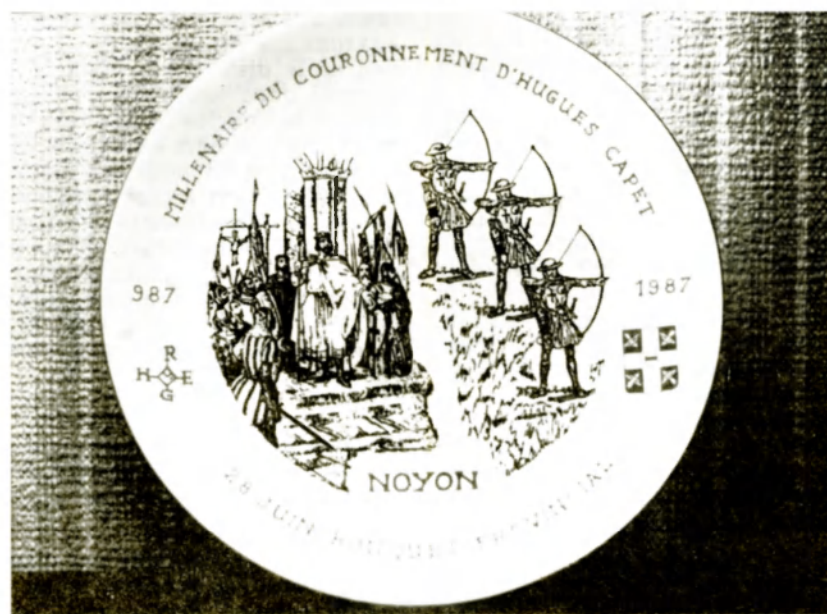
Pour l'instant les parties concernées, ministères, collectivités locales, musées, associations se concertent encore. Nous sommes pourtant déjà en janvier 87 ! La désignation d'Emmanuel Leroy-Ladurie comme coordinateur national va, espérons-nous, clarifier une situation que les récentes élections et le changement de personnel politique, notamment au ministère de la Culture, n'avaient pas contribué à rendre favorable à des projets d'importance.

Cependant beaucoup de dossiers ont été élaborés, dans la plupart des régions de France, à l'initiative d'organismes publics ou d'associations privées. Tous ne se concrétiseront pas, faute de préparation suffisante et de subventions. Plus grave: ce qui sera fait risque de l'être en ordre dispersé d'où une déperdition d'énergie... Quand on pense que des étrangers nous ont écrit, ici au journal, dès octobre 86, pour visiter notre pays en 87 avec un programme complet des festivités du millénaire ! C'était bien mal connaître les carences de l'administration française ! Ce programme n'est encore qu'à l'état d'ébauche. Il appartient alors peut-être aux particuliers de s'engager et de rappeler leurs élus à leurs devoirs ?

Que va-t-il se passer ? Nous ne pouvons donc qu'en donner quelques exemples, utiles pour convaincre les derniers responsables politiques qui n'auraient pas compris l'importance de célébrer dignement ce Millénaire, qu'ils seraient les seuls à ne rien faire, et qu'il est facile encore aujourd'hui d'organiser des manifestations éclatantes...

Comme il est normal, les Archives Nationales et le Louvre préparent expositions

Les manifestations qui célébreront le millénaire capétien de la France seront très nombreuses. Il est malheureusement encore trop tôt pour en donner un programme exhaustif.



■ Les fêtes de Noyon annoncées par une assiette peinte

et rencontres, un vaste colloque à épisodes sur l'An mil aura lieu à Paris, Auxerre, Senlis, Barcelone et Metz. A Metz différentes autres manifestations sont prévues dont sans doute une prise d'armes, initiative qui pourrait facilement se généraliser dans toutes les vieilles villes de garnison. Angers et Anjou: reconstitution des entrées royales, expositions et fêtes. A Amiens: cérémonies officielles avec le président de la République, spectacle en plein air, expositions, colloque sur l'idiome picard et la langue nationale dont on imagine les transpositions possibles - et pour certaines envisagées - dans d'autres provinces, spectacles dans toute la Picardie. A Brest: concerts, fête costumée, colloque d'historiens. A Lyon: messe solennelle et concerts. L'Eglise de France n'est-elle pas en effet pleinement im-

pliquée par ce millénaire ? A Orléans: exposition conçue par Philippe Contamine. A Etampes: édition d'une brochure sur Etampes ville capétienne. Gageons que beaucoup d'autres «villes capétiennes» emboîteront le pas. A Paris: cérémonies officielles, organisation d'un tournoi de chevalerie international à la Villette en juin.

De tout cela et des autres échos qui nous parviennent chaque jour nous vous parlerons en temps et heure. Mais déjà il faut noter que le monde de l'édition n'est pas resté insensible à cette date anniversaire peu commune. En témoigne un nombre considérable d'Histoires de France sous différentes formes dont nous avons déjà rendu compte ou dont nous parlerons. Fayard annonce une biographie de Hugues Capet qui s'ajoutera à celles écrites récemment par

Georges Bordonove (Pygmalion) et Laurent Theis (Gallimard).

Les revues d'Histoire sont évidemment de la fête. «L'Histoire» publie un numéro spécial (n°96) consacré à «Mille ans d'une nation, la France et les Français 987-1987», présenté par Jean Favier. C'est une suite de monographies, inégales par leur longueur et leur qualité, dont l'ensemble doit donner sinon une image certaine de la France, du moins le désir de s'interroger et de lire sur ce qui fait l'identité profonde de notre peuple. Les historiens les plus célèbres du moment ont participé à ce numéro, chacun pour leur spécialité: Philippe Contamine, Emmanuel Leroy-Ladurie, Jacques Le Goff, Laurent Theis, Michel Winock, Colette Beaune (auteur du passionnant «Naissance de la nation France», chez Gallimard), Jean-Robert Pitte (auteur d'une «Histoire du paysage français» chez Tallandier), etc., etc. Quant à «Historia» (n°480), également préfacée par Jean Favier, elle joue un peu sur l'ambiguïté du Millénaire en consacrant un dossier à l'An mil (n°480). On notera dans le cadre d'une série d'articles sur «l'hexagone des Capétiens» une étude du duc de Lévis-Mirepoix sur Robert le Pieux, «premier roi héréditaire».

Paul CHASSARD

La Délégation aux Célébrations Nationales propose une exposition à organiser soi-même sur «l'origine et les débuts de la dynastie capétienne, son rôle dans l'apparition du sentiment national». Cette exposition comporte dix-huit affiches de 80 x 120 cm en quadrichromie. Elle est illustrée de reproductions de miniatures, de cartes et de photographies de monuments. La participation demandée est de 1000 F. (Délégation aux Célébrations Nationales, 60, rue des Francs-Bourgeois 75003 Paris).

Le «LYS ROUGE», à paraître dans quelques jours, donne nos sources et les renseignements disponibles sur les manifestations que nous signalons ici. («Lys Rouge» n°33, prix franco: 20 F à l'ordre de «Royaliste»).

Agenda

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 20 F).

Mercredi 21 janvier - Professeur d'histoire contemporaine à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris Raoul GIRARDET est un spécialiste de l'histoire politique. Dans son dernier livre «Mythes et mythologies politiques» il analyse le jeu de l'imaginaire dans le champ des attitudes et des comportements politiques. Il s'agit là d'une nouvelle et passionnante lecture de l'histoire idéologique de la France.

Mercredi 28 janvier - L'événement du trimestre est, sans aucun doute, la parution du nouveau livre du Prince: «L'avenir dure longtemps». Ce livre sera pour nous mais aussi pour de très nombreux

Français, un ouvrage de référence qui fera date. C'est Bertrand RENOUVIN qui en fera la présentation.

Mercredi 4 février - Dans le débat qui s'est instauré à l'occasion du bi-centenaire de la Révolution française le livre «Le génocide franco-français/ La Vendée-vengé» a servi de détonateur. Son auteur Reynald SECHER en nous présentant son livre nous expliquera sa démarche et nous donnera l'occasion de rétablir une vérité obscurcie par des polémiques malhabiles ou partisans.

Mercredi 11 février - Après Reynald Sécher c'est à un autre invité des émissions «Apostrophes» et «Droit de réponse» sur la Révolution que nous avons fait appel. Max GALLO auteur d'une «Lettre ouverte à Maximilien de Robespierre» s'est fait l'avocat des acquis de la Révolution qu'il estime menacés. A-t-il raison ? Et ne peut-on vraiment pas aujourd'hui jeter un regard objectif sur cette période clé de notre histoire ?

ATTENTION - Seules les personnes nous en ayant manifesté le désir recevront régulièrement le programme des mercredis. Si vous désirez être tenu au courant des réunions faites le nous savoir.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom
Prénom
Année de naissance Profession ou études
Adresse

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

Evénement

Le livre du Comte de Paris

Pour nous l'événement capital de ce début d'année est la parution du livre du Prince. Nous invitons nos lecteurs à se le procurer immédiatement (en passant commande de préférence à notre service librairie) et à lui assurer la diffusion la plus grande possible.

Par ailleurs, nous désirons constituer le livre de presse le plus complet possible et nous collectons tous les articles parus concernant le livre du Prince. Nos lecteurs peuvent nous être d'une grande aide pour cela en surveillant tous les journaux qu'ils ont l'occasion de lire et en nous faisant parvenir immédiatement la

coupure de presse -en n'oubliant pas de nous indiquer avec précision le titre du journal et la date de parution.

Ce travail facile nous permettra de relancer avec efficacité les journaux qui n'en parleraient pas. Pour ceux-ci n'hésitez pas non plus à leur écrire personnellement pour vous étonner de leur silence.

COMTE
DE PARIS
L'Avenir dure
longtemps



Pour recevoir

le nouveau livre
du Prince

chez vous,
par retour de courrier,
aux conditions spéciales
pour les lecteurs de
«Royaliste»

Remplissez le bon de
commande ci-dessous.

BON DE COMMANDE

NOM/Prénom :

Adresse :

commande ex. de «L'avenir dure longtemps»

Prix: 1 ex. 87 F (franco)

2 ex. 160 F (franco)

5 ex. 370 F (franco)

Bulletin à retourner accompagné de son règlement à l'ordre de
ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris,
C.C.P. 18 104 06 N

Les ambiguïtés barristes



Une vedette médiatique peut-elle devenir un bon chef d'Etat ? La question se pose pour Raymond Barre, comme pour Michel Rocard, et il est agaçant de constater qu'il n'y a jamais de réponse nette tant les deux univers sont étrangers l'un à l'autre. L'activité médiatique est toute de séduction, elle suppose le « travail » d'une « image » qui peut être véridique, ou largement fabriquée, l'élaboration d'un « discours » dont on ne sait jamais s'il coïncide vraiment avec les intentions et les projets. Quand le candidat ne représente pas une tradition, quand il ne défend pas un programme précis (et telle est bien la tendance) le choix se réduit à signer, ou non, un chèque qui sera forcément en blanc, selon des sympathies ou des répulsions toutes personnelles. Le jugement politique interviendra trop tard, lorsque l'homme élu aura commencé d'agir.

Comme le disait le comte de Paris en 1981, l'élection présidentielle est, pour une part, un « choix dans la nuit ». La nuit qui entoure Raymond Barre et Michel Rocard est plus obscure encore. On peut estimer que l'esprit monarchique de nos institutions élèvera l'homme au-dessus de lui-même, et le transformera en bon serviteur du pays. Encore faut-il que celui-ci ait le sens de l'Etat - si difficile à apprécier chez un candidat. Lorsque l'enracinement historique fait défaut, lorsque la tradition politique est absente ou peu exprimée, il faut, pour se faire une opinion, juger l'imprévisible selon les services qu'il a rendu dans le passé, sur la nature du projet qu'il incarne, et sur son indépendance à l'égard des partis, des clientèles et des groupes d'intérêts.

UN HOMME LIBRE ?

Sans nier les risques de l'exercice, examinons Raymond Barre selon ces critères, en négligeant le personnage médiatique qui, par ses contrastes, alimente un débat sans fin et de peu d'intérêt : on peut tout aussi bien apprécier sa rondeur ou craindre sa dureté, louer sa rigueur ou

n'y voir que suffisance ou mépris des autres. Laissons cela, pour mieux observer l'homme public dans sa pensée et dans ses actes d'hier et d'aujourd'hui.

Raymond Barre jouit de la réputation flatteuse, forgée par l'ancien Président, d'être le « meilleur économiste de France ». On ne saurait lui reprocher de chercher à la conforter, par un langage ferme et par des professions de foi astucieusement balancées - ni trop, ni trop peu libérales. Il est et n'est pas dans l'esprit du temps, ce qui lui permet de ratisser large. Ces habiletés ne sauraient faire oublier que l'ancien Premier ministre fut, dans l'exercice de ses fonctions, un piètre gestionnaire. 13% de hausse des prix, 1,7 millions de chômeurs, une chute de 4% dans la production industrielle, un endettement croissant des entreprises publiques, une évolution défavorable de notre commerce extérieur : voici un bilan (nous aurons maintes occasions de l'approfondir et de le compléter) qui ne plaide pas en sa faveur.

Raymond Barre se présente aujourd'hui comme l'héritier du général de Gaulle. Ses discours (1) ont assurément des résonances gaulliennes : indépendance, participation, respect des institutions, sens de l'Etat seraient au cœur de sa conviction. Si tel est le cas, il s'agit d'une adhésion récente. Comme le rappelait Frédéric Grendel (2), Raymond Barre fut le complice de Georges Pompidou dans l'opération qui consistait à ruiner le projet gaullien de participation, et ni ses affinités, ni ses actes d'homme d'Etat n'ont fait de lui un héraut de l'indépendance nationale. Quant aux institutions, il est aux antipodes de l'esprit du général de Gaulle depuis qu'il s'est fait l'adversaire acharné de la cohabitation. En souhaitant que l'actuel Président se retire après la défaite de la gauche, Raymond Barre a nié la lettre de la Constitution, confondu la tâche du chef de l'Etat et celle de la représentation nationale, et porté de ce fait atteinte à l'idée de légitimité du pouvoir et aux exigences de continuité et d'arbitrage.

Raymond Barre se présente enfin comme un homme libre, indépendant

des partis, étranger au microcosme qu'il méprise. C'est jouer sur les mots. L'ancien Premier ministre n'a pas fondé de parti, mais son avenir dépend du soutien des partis de la droite libérale et démocrate-chrétienne, et des réseaux clientélistes que ses hommes liges ont patiemment et remarquablement constitués. Ne confondons pas la tactique barriste, gaullienne d'apparence, et sa stratégie qui aurait, en 1986, porté gravement atteinte aux institutions et qui, en 1988, amènerait au pouvoir l'homme d'un camp.

QUEL AVENIR ?

Avec l'ancien Premier ministre, nous ne sortons pas du classique cas de figure du partisan qui prétend être l'homme de toute la nation mais qui, une fois au pouvoir, ne peut être ni un arbitre vrai ni un artisan d'unité. A cet inconvénient majeur, s'ajoutent ceux qui tiennent à la situation de Raymond Barre au sein de la droite. L'ancien Premier ministre en est solidaire, tout en cherchant à s'en distinguer : la voie est étroite, et périlleuse. Mais s'il parvient à la suivre jusqu'au bout, quel pourrait être le gouvernement ? Et sur quelle majorité le nouveau Président pourrait-il s'appuyer ? Les chiraquiens ne lui pardonneraient pas d'avoir battu leur propre candidat, et ses amis centristes pâtiraient du discrédit qui frappe l'équipe actuelle, dont ils font partie ou qu'ils soutiennent. Un Président sans projet défini, mais dont on devine le conservatisme foncier. Un gouvernement fragile, composé de représentants d'une droite déjà épuisée. Une majorité parlementaire inexistante ou divisée. Tel est l'avenir prévisible du barrisme. Comment ne pas regarder ailleurs...?

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'analyse du vocabulaire de R. Barre par Dominique Labbé, « Libération » 8-1-87
(2) dans son « Raymond Barre » (R. Desforge 1978), qui sera prochainement réédité